

Edito | Macron: plus que d'un décrochage, un risque de rupture

Jean-Louis Debré, le gaulliste, qui a servi Chirac, présidé l'Assemblée nationale et le Conseil Constitutionnel, lui qui a salué l'élection d'Emmanuel Macron n'y va pas par quatre chemins, dans une interview au « Parisien », à la veille de la convocation du Congrès à Versailles, ce lundi 9 juillet: « je n'ai pas envie d'être déçu, je dis simplement attention, ne faisons pas que tous ceux qui, comme moi, ne se retrouvant ni dans la droite ni dans la gauche, ont apporté leur soutien à Macron se disent : finalement on a fait une erreur. » Des propos qui font écho à une série de sondages qui révèlent la coupure grandissante entre le président et les Français. Les mises en garde ne lui ont pourtant pas manqué, émanant de personnalités qui comme Debré l'ont soutenu, ont cru à une ligne d'action, empruntant à la fois à gauche et à droite et, aujourd'hui, se retiennent pour ne pas crier casse-cou. En fait, de droite et de gauche, Emmanuel Macron considérant les forces en présence, les divisions coté Républicains et l'éparpillement de la famille socialiste - la France insoumise et le Rassemblement national chacun dans leur étirage ... est persuadé qu'il n'a rien à craindre. Et qu'il faut donc pousser les feux des réformes.

Las ! Pour sa côte de popularité, elles sont toutes du même moule, profondément libéral. Ce qui n'est pas forcément toujours un gros mot mais qui dans un pays où, depuis des décennies, la démocratie a tant bien que mal tenu le choc et supporté un grave chômage de masse, prend des allures de provocation aux yeux de ceux, nombreux, qui ont préservé l'essentiel. Un niveau de solidarité qui sans éradiquer la pauvreté a, ici et là, maintenu le minimum. On pense, en particulier, aux départements à qui l'Etat a refilé le RSA dont le nombre des bénéficiaires n'a cessé de croître. Alors quand Emmanuel Macron, le 13 juin, lâche : « On met un pognon de dingue dans les minima sociaux et les gens ne s'en sortent pas » les Français sont interloqués. Le jugement présidentiel, sur le mode accusateur à l'égard de ceux et celles qui font de leur mieux, l'emporte largement sur ce qui est le fond de l'approche libérale d'un certain Emmanuel Macron : changeons tout cela pour ne pas dire autrement : « foutons tout cela en l'air ». Provoquer pour faire avancer les choses ? Mais où sont les réponses possibles et à quel horizon ? Songeons à la fronde que l'imposition unilatérale d'une norme de dépense possible, l'an prochain, pour les collectivités a provoquée...Que des élus responsables, comme un Dominique Bussereau, président de l'Association des départements de France aient crié au scandale, était significatif d'une coupure entre la vision d'en haut et les réalités d'en bas. Et ce, d'autant que l'Etat s'est bien gardé de rappeler qu'il n'avait pas tenu ses engagements de compensation, pour le RSA notamment. Après cela, Emmanuel Macron s'est cru obligé d'annoncer son intention de promouvoir un pacte girondin avec les territoires...Et ceux-ci d'attendre, en pensant surtout que le temps de la libre administration des collectivités, inscrite dans la constitution de la République, sera sans doute chaque jour davantage derrière eux. Que ce président qui a fait le choix de mesures fiscales préférentielles pour les plus fortunés de ce pays, demande un effort à ceux qui sont en première ligne, au nom de la réduction de la dette publique, sans monter l'exemple, et sans demander à son premier ministre de calmer la morgue de certains de ses ministres est insupportable pour beaucoup de nos concitoyens. Les propos menaçants d'un Gérald Darmanin, ministre des Comptes publics, ces jours-ci, lors d'une venue en Médoc en ont choqué plus d'un. A un Edouard Philippe qui veut gagner « la course contre la montre face à la colère des citoyens », à force de ténacité on a envie de souffler : dites au président d'arrêter ses provocs et d'aller, en liaison avec vous, à la rencontre des gens de terrain et pas seulement pour leur annoncer ce qui va les concerner avant même qu'ils n'aient été associés au travail. Là est le grand danger, celui d'une rupture profonde qu'Emmanuel Macron a jusqu'ici beaucoup sous-estimée.



Joël Aubert

Crédit Photo :
Publié sur aqui.fr le 08/07/2018
[Url de cet article](#)

